

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	2
SOMMAIRE	8
AUTEURS	11
INTRODUCTION	15
LA JUSTICIABILITE DES DROITS SOCIAUX OU LES ENJEUX DE L'EDIFICATION D'UN ÉTAT DE DROIT SOCIAL, DIANE ROMAN.....	15
I. LA JUSTICIABILITE DES DROITS SOCIAUX EN QUESTIONS	22
A. LE <i>SELF RESTRAINT</i> JURIDICTIONNEL.....	23
1) L'argument démocratique	23
2) L'argument technique	27
B. LES INITIATIVES EN FAVEUR D'UNE MEILLEURE PROTECTION JURIDICTIONNELLE	34
1) Usages sociaux du droit et judiciarisation des questions sociales	34
2) L'évolution du contexte normatif	38
II. LA JUSTICIABILITE DES DROITS SOCIAUX EN ACTION	40
A. D'UNE DIVISION BINAIRE A UNE DISTINCTION TERNAIRE : L'ÉVOLUTION DE LA CONCEPTION DOCTRINALE DES OBLIGATIONS ETATIQUES.....	40
1) La relativisation de l'opposition liberté/créance	41
2) La formulation d'une nouvelle typologie : <i>protect, promote, fulfill</i>	44
B. JUSTICIABILITE ET EFFECTIVITE DES DROITS SOCIAUX	46
1) L'existence de contrôles juridictionnels	47
2) L'insuffisance des contrôles juridictionnels.....	49
PREMIERE PARTIE - LES TRANSFORMATIONS D'UNE QUESTION CONTEMPORAINE.....	55
TITRE 1 - UNE QUESTION EMERGENTE.....	57
CHAPITRE 1 - LES RUPTURES DU DROIT INTERNATIONAL, SOPHIE GROSBON	58
I. LA POSSIBILITE D'UNE JUSTICIABILITE INTERNATIONALE DES DROITS SOCIAUX.....	61

A. LA PROTECTION QUASI-JURIDICTIONNELLE DES DROITS SOCIAUX PAR LES COMITES INTERNATIONAUX	61
1) La justiciabilité indirecte des droits sociaux par l'application des droits civils et politiques	61
2) La justiciabilité égalisatrice des droits sociaux par l'application du principe de non-discrimination	63
B. L'APPLICATION AUTONOME DU PIDESC PAR LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE	68
1) La reconnaissance d'une violation du PIDESC	69
2) Le régime juridique des droits sociaux précisé	71
II. LA CONCRETISATION DE LA JUSTICIABILITE INTERNATIONALE DU PIDESC	72
A. LA DEMONSTRATION METHODIQUE DE LA JUSTICIABILITE DES DROITS SOCIAUX	72
1) La nature des obligations découlant du PIDESC	73
2) Vers un mécanisme officieux de communications	75
B. LA CONSTRUCTION PROGRESSIVE DU PROTOCOLE FACULTATIF	77
1) Dix-sept ans de réflexion... ..	77
2) Le nouveau mécanisme : un cadre commun, des dispositions spécifiques	79
CHAPITRE 2 - LES DROITS SOCIAUX DANS L'ORDRE JURIDIQUE DE L'UNION EUROPEENNE. ENTRE INSTRUMENTALISATION ET « FONDAMENTALISATION » ?, MYRIAM BENLOLO-CARABOT	84
I. LES DROITS SOCIAUX, INSTRUMENTS D'APPROFONDISSEMENT DU MARCHÉ INTERIEUR DANS L'ORDRE JURIDIQUE DE L'UNION EUROPEENNE	85
A. UNE PRISE EN COMPTE LABORIEUSE DES DROITS SOCIAUX DANS L'ORDRE JURIDIQUE DE L'UE	85
1) Une prise en compte progressive des droits sociaux dans le droit primaire de l'UE	85
2) Une prise en compte hésitante	86
B. LES DROITS SOCIAUX, COROLLAIRES DU MARCHÉ INTERIEUR POUR LE JUGE DE L'UE	87
1) La volonté du juge de l'Union d'inclure les droits sociaux dans le champ d'application matériel des traités	88
2) Les réticences du juge de l'Union à assurer l'effectivité des « droits sociaux fondamentaux »	90
II. UNE « FONDAMENTALISATION » AMBIGÛE DES DROITS SOCIAUX DANS L'ORDRE JURIDIQUE DE L'UNION EUROPEENNE	92
A. LES DROITS DE L'HOMME, FONDEMENT NOUVEAU POUR UNE PRISE EN CONSIDERATION DES DROITS SOCIAUX DANS L'ORDRE JURIDIQUE DE L'UE	92
1) Le principe de non-discrimination, instrument efficace de promotion des droits sociaux dans l'ordre juridique de l'Union	92
2) Les conséquences de l'adoption de la Charte des droits fondamentaux	93
a) Les conséquences sur le discours doctrinal : une mutation avérée	94

b) Les conséquences de la Charte sur la justiciabilité des droits sociaux : une mutation potentielle ?.....	96
B. LA CITOYENNETE EUROPEENNE, NOUVEAU MOTEUR DES DROITS SOCIAUX DANS L'ORDRE JURIDIQUE DE L'UE	99
1) L'émergence d'une « citoyenneté sociale »	99
2) Des limites clairement circonscrites	101

CHAPITRE 3 - LA DOCTRINE DES LIBERTES FONDAMENTALES A LA RECHERCHE DES DROITS SOCIAUX, TATIANA GRÜNDLER

I. LE SUCCES DE L'ACCEPTION DICHOTOMIQUE DES DROITS DE L'HOMME	104
A. LES DROITS SOCIAUX, UNE CATEGORIE DE DROITS DE L'HOMME.....	104
B. LES DROITS SOCIAUX, DES DROITS DE SECOND RANG.....	107
II. UNE CRITIQUE DE LA VISION DUALE DES DROITS DE L'HOMME.....	110
A. LA PERTINENCE DE LA CATEGORIE « DROITS SOCIAUX » INTERROGEE.....	110
B. LA SPECIFICITE DU REGIME DES DROITS SOCIAUX QUESTIONNEE	114

TITRE 2 - REGARDS CROISES

CHAPITRE 1 - DES EXPERIENCES CONTRASTEES.....

SECTION 1 - LA JUSTICIABILITE DES DROITS SOCIAUX EN AMERIQUE DU SUD, VERONIQUE CHAMPEIL DESPLATS

I. LES DROITS SOCIAUX ET LEUR JUSTICIABILITE : ÉTAT DES DEBATS DOCTRINAUX	121
A. DOCTRINE ET DROITS SOCIAUX EN AMERIQUE LATINE : APERÇU GENERAL	121
1) Définitions des droits sociaux	122
2) Droits sociaux et générations de droits	123
3) Droits fondamentaux et droits sociaux.....	124
4) Titularité.....	125
B. LES DEBATS DOCTRINAUX SUR LA JUSTICIABILITE DES DROITS SOCIAUX	125
1) Les arguments contre la justiciabilité des droits sociaux.....	125
2) Les arguments en faveur de la justiciabilité des droits sociaux	126
II. DES REPONSES JURISPRUDENTIELLES CONTRASTEES : ENTRE REJET, PRUDENCE ET AUDACE.....	128
A. UNE JUSTICIABILITE A GEOMETRIE VARIABLE	128
1) Les voies de recours ouvertes aux prétentions fondées sur des droits sociaux	129
2) Les techniques d'admission indirecte de la justiciabilité des droits sociaux.....	131
a) La connexité.....	132
b) La double facette des droits et libertés : les effets sociaux des droits civils et politiques	133
c) Minimum vital et état de vulnérabilité	133
B. LES EFFETS DE LA JUSTICIABILITE.....	134

1) L'identification de bénéficiaires et des responsables.....	135
2) Obligations positives et exigence de progressivité.....	136

**SECTION 2 - LA JUSTICIABILITE DES DROITS SOCIAUX EN
AFRIQUE : L'EXEMPLE DE LA COMMISSION AFRICAINE DES
DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES, EMMANUEL GUEMATCHA
.....140**

**I. LA COMMISSION AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES ET
L'INDIVISIBILITE DES DROITS DE L'HOMME.....144**

**A. UNE MISE EN ŒUVRE DYNAMIQUE DE L'INDIVISIBILITE DES DROITS DE L'HOMME
..... 144**

**B. UNE REMISE EN CAUSE DES CRITERES FONDANT LA SEPARATION DES DROITS EN
DEUX CATEGORIES : DROITS-LIBERTES ET DROITS-CREANCES..... 145**

**II. LE TRAITEMENT SPECIFIQUE DES DROITS SOCIAUX PAR LA COMMISSION
AFRICAINNE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES.....147**

A. LE TRAITEMENT DES DROITS PREVUS DANS LA CHARTE. 148

1) Le droit de travailler 148

2) Le droit à la santé..... 149

3) Le droit à l'éducation 151

4) Les droits culturels 152

5) Le droit des peuples..... 152

6) Le droit au développement..... 153

7) le droit à un environnement satisfaisant 154

B. LA PRISE EN COMPTE DE DROITS SOCIAUX NON PREVUS PAR LA CHARTE 154

1) Le droit à l'alimentation..... 154

2) Le droit au logement..... 156

3) Le droit à la sécurité sociale..... 156

**SECTION 3 - LA JUSTICIABILITE DES DROITS SOCIAUX EN INDE ET
AFRIQUE DU SUD : SEPARATION DES POUVOIRS, MANQUE DE
RESSOURCES ET PAUVRETE MASSIVE COMME FACTEURS
D'INTERPRETATION DES DROITS SOCIAUX, DAVID ROBITAILLE.158**

**I. L'INTERPRETATION DES DS EN INDE TRIBUTAIRE D'UNE LUTTE POLITIQUE
ENTRE LA COUR SUPREME ET LE GOUVERNEMENT.....159**

**A. L'INTERPRETATION RESTRICTIVE DES PRINCIPES DIRECTEURS POUR BLOQUER
DES REFORMES POLITIQUES NATIONALISTES..... 159**

**B. LA MOBILISATION DES PRINCIPES DIRECTEURS ET LE DEVELOPPEMENT DU
NOYAU ESSENTIEL DES DS EN REACTION AU LIBERALISME SOCIOPOLITIQUE..... 162**

**II. LA CONSTITUTION SUD-AFRICAINE DE 1996 : L'INSTAURATION D'UNE
« CULTURE DE JUSTIFICATION » POST-APARTHEID.....167**

**A. LA RATIONALITE COMME STANDARD DE CONSTITUTIONNALITE DES POLITIQUES
PUBLIQUES 167**

B. L'APPROCHE ADMINISTRATIVISTE : PRENDRE LES DS AU SERIEUX SANS OUTREPASSER LA SEPARATION DES POUVOIRS JUDICIAIRE ET LEGISLATIF	168
---	-----

SECTION 4 - LA JUSTICIABILITE DES DROITS SOCIAUX AUX ÉTATS- UNIS, MANON ALTWEGG-BOUSSAC, MARINA EUDES, CELINE FERCOT.....	176
--	------------

I. LA JUSTICIABILITE DES DROITS SOCIAUX : UNE CAUSE APPAREMMENT PERDUE	178
---	------------

A. LES DROITS SOCIAUX CARACTERISES PAR UN FLOU TERMINOLOGIQUE ET CONCEPTUEL.....	178
---	-----

1) Un manque de clarté dans la définition doctrinale des droits sociaux.....	178
--	-----

2) Un effort de catégorisation doctrinale des droits sociaux.....	180
---	-----

B. LES MULTIPLES OBJECTIONS DOCTRINALES A LA JUSTICIABILITE DES DROITS SOCIAUX	182
---	-----

1) Des obstacles d'ordre théorique	182
--	-----

2) Des arguments d'ordre pratique	183
---	-----

II. LA JUSTICIABILITE DES DROITS SOCIAUX : UNE CAUSE MALGRE TOUT DEFENDUE.....	185
---	------------

A. LA JUSTICIABILITE DES DROITS SOCIAUX SOUTENUE PAR L'INTERPRETATION JUDICIAIRE	185
---	-----

1) Le rôle du juge fédéral dans la promotion des droits sociaux	185
---	-----

2) Le rôle du juge fédéré dans la concrétisation des droits sociaux	186
---	-----

B. LA JUSTICIABILITE DES DROITS SOCIAUX APPREHENDÉE SOUS L'ANGLE DES TEXTES CONSTITUTIONNELS	189
---	-----

1) Les divers modes de formalisation textuelle des droits sociaux au niveau fédéral.....	189
---	-----

a. La formalisation de droits déclaratoires.....	190
--	-----

b. La formalisation de droits normatifs à justiciabilité faible	190
---	-----

c. La justification de droits normatifs et justiciables.....	191
--	-----

2) Les divers modes de formalisation textuelle des droits sociaux au niveau fédéré	191
---	-----

SECTION 5°- LA JUSTICIABILITE DES DROITS SOCIAUX AU JAPON, HIROSHI SASANUMA笹沼弘志.....	194
---	------------

I. LE DROIT DE SUBSISTANCE.....	195
--	------------

A. LE DROIT DE SUBSISTANCE EN DEBAT : OPPOSABILITE ET DEFINITION	195
--	-----

B. GRANDS ARRETS DE JURISPRUDENCE	198
---	-----

II. LE DROIT DE TRAVAILLER ET LE DROIT FONDAMENTAL AU TRAVAIL.....	200
---	------------

A. LE DROIT DE TRAVAILLER.....	201
--------------------------------	-----

B. LE DROIT FONDAMENTAL AU TRAVAIL : LE DROIT DE S'ORGANISER, DE NEGOCIER ET D'AGIR COLLECTIVEMENT.....	204
--	-----

III. LE DEVOIR DE TRAVAILLER	207
---	------------

A. RESTRICTION DU DROIT A LA VIE PAR LE DEVOIR DE TRAVAILLER	207
--	-----

B. LES CONDITIONS REQUISES S'AGISSANT DES SANS-ABRIS : LE PROCES HAYASHI	209
CHAPITRE 2 - DES PROTECTIONS INEGALES.....	211
SECTION 1 - LE DROIT A LA PROTECTION DE LA SANTE, TATIANA GRÜNDLER	212
I. DES OBSTACLES TRADITIONNELLEMENT OPPOSES A LA JUSTICIABILITE DES DROITS-CREANCES RELATIVISES	214
A. LE COUT, UNE CONTRAINTE PRISE EN COMPTE PAR LE JUGE	215
1) Une prise en compte unanime de la contrainte financière... ..	215
2) qui ne s'apparente toutefois pas à une cause d'exonération des obligations étatiques	216
B. L'OFFICE DU JUGE, UNE CONTRAINTE INTEGREE PAR LE JUGE.....	217
1) Face à la carence des pouvoirs publics, l'absence d'injonction d'agir... ..	218
2) ... mais l'existence de sanctions	219
II. UNE JUSTICIABILITE PORTEE PAR LES SPECIFICITES DU DROIT A LA PROTECTION DE LA SANTE.....	220
A. LE DROIT A LA VIE, UN DROIT CIVIL ET POLITIQUE AU SOUTIEN DU DROIT A LA PROTECTION DE LA SANTE.....	220
1) Le lien fréquemment établi par le juge entre droit à la vie et droit à la protection de la santé.....	221
2) Les garanties du droit à la protection de la santé au titre du droit à la vie..	221
B. LA SANTE PUBLIQUE, UN INTERET COLLECTIF AU SOUTIEN DE LA SANTE INDIVIDUELLE	222
1) La dimension collective de la santé reconnue	223
2) La santé publique protégée	224
SECTION 2 - LE JUGE ET LE DROIT AU MINIMUM. LES AMBIGUÏTES DU DROIT A DES CONDITIONS MINIMALES D'EXISTENCE EN DROIT COMPARE, CELINE FERCOT.....	227
I. UNE JUSTICIABILITE CONFRONTEE AU CONTENU MULTIDIMENSIONNEL DU DROIT A DES CONDITIONS MINIMALES D'EXISTENCE.....	229
A. LE DROIT A DES CONDITIONS MINIMALES D'EXISTENCE : LE PREMIER DES DROITS SOCIAUX	229
1) Une conception <i>a minima</i> : un droit à la sécurité matérielle	229
2) Une conception <i>a maxima</i> : un droit au développement personnel	231
B. LE DROIT A DES CONDITIONS MINIMALES D'EXISTENCE : UN DROIT RAREMENT AUTONOME	232
II. UNE JUSTICIABILITE AUX CONTOURS ET AUX FONDEMENTS DIVERSIFIES	234
A. UNE JUSTICIABILITE A DOUBLE VISAGE	234
1) Une justiciabilité principalement normative	235
2) Une justiciabilité exceptionnellement subjective.....	236

B. DES FONDEMENTS MATERIELS DISTINCTS.....	239
1) Un fondement axiologique : le droit à la dignité.....	239
a. Le droit à la dignité envisagé de manière autonome : l'exemple du droit israélien.....	239
b. La dignité associée au principe de l'État social : les droits allemand et colombien.....	240
c. Dignité et autonomie de l'individu.....	241
2) Un fondement utilitariste : le droit à la vie.....	242
3) Les droits à la vie et à la dignité associés : le droit sud-africain.....	243

SECTION 3 - LE DROIT A L'ALIMENTATION, CAROLE NIVARD.....245

I. UN DROIT DE L'HOMME SOURCE D'OBLIGATIONS JUSTICIABLES	247
A. LES DIFFERENTES VOIES DE JUSTICIABILITE	247
1) La concrétisation du droit	247
2) Le recours aux autres droits	248
B. LES DIFFERENTES OBLIGATIONS JUSTICIABLES.....	250
1) L'obligation de respecter	250
2) L'obligation de protéger.....	251
3) L'obligation de réaliser.....	251
4) L'obligation de fournir un minimum de subsistance	252
5) Le contrôle de la mise en œuvre du droit à l'alimentation.....	253
II. UN DROIT DE L'HOMME SOURCE D'OBLIGATIONS EXTRATERRITORIALES DES ÉTATS : L'EXEMPLE DE L'OMC.....	253
A. L'IMPACT DE L'APPLICATION DES REGLES DE L'OMC SUR LE DROIT A L'ALIMENTATION	254
1) Les règles concernées	255
2) Des effets ambivalents	255
B. LES OBLIGATIONS DES ÉTATS MEMBRES DE L'OMC EN VUE DE LA GARANTIE DU DROIT A L'ALIMENTATION.....	257
1) Une application effective des règles existantes	257
2) Une adaptation nécessaire des règles existantes.....	259

SECTION 4 - LA JUSTICIABILITE DES DROITS SOCIAUX

FONDAMENTAUX AU TRAVAIL JULIEN BURDA.....261

I. LES DROITS FONDAMENTAUX DES TRAVAILLEURS ET L'OIT	262
A. L'IDENTIFICATION DES DROITS FONDAMENTAUX DES TRAVAILLEURS	263
B. LES MECANISMES TRADITIONNELS DE MISE EN ŒUVRE DES DROITS SOCIAUX FONDAMENTAUX	265
1) Les mécanismes de suivi	265
2) Le contrôle sur rapports	265
3) Le contrôle sur plaintes.....	266
II. LES DROITS FONDAMENTAUX DES TRAVAILLEURS ET LE DROIT DU COMMERCE MONDIAL	268

A. L'ABSENCE DE CLAUSE SOCIALE DANS LES ACCORDS DE L'OMC	268
B. L'EFFICACITE LIMITEE DE L'UNILATERALISME COMMERCIAL	270
1) L'efficacité contestée de la contrainte commerciale unilatérale	270
a. Les droits sociaux fondamentaux et les dispositions de l'Accord OTC	271
b. Les droits sociaux fondamentaux et les dispositions de l'Accord général.....	272
2) L'efficacité relative des préférences commerciales socialement conditionnées	275

SECTION 5 - LA JUSTICIABILITE DU DROIT AU LOGEMENT ET DU DROIT A LA SECURITE SOCIALE : LES DROITS SOCIAUX AU-DELA DES DROITS CREANCES, DIANE ROMAN279

I. DES DROITS IRREDUCTIBLES A UNE CREANCE SUR L'ÉTAT	280
A. CONTROLE DE L'OBLIGATION DE RESPECTER	280
B. CONTROLE DE L'OBLIGATION DE PROTEGER	282
II. UNE CREANCE DONT L'EXIGIBILITE EST SUSCEPTIBLE DE CONTROLE JURIDICTIONNEL	285
A. UNE OBLIGATION DE MOYENS.	286
B. DES OBLIGATIONS A <i>MINIMA</i>	289

DEUXIEME PARTIE - LES ENJEUX D'UNE QUESTION EN DEVENIR295

TITRE 1 - QUELLES METHODES DE REALISATION DES DROITS SOCIAUX ?297

CHAPITRE 1 - DROIT COMPARE298

SECTION 1 - STANDARDS JURISPRUDENTIELS ET CONTROLE DE L'OBLIGATION ETATIQUE EN DROIT COMPARE : UNE GEOMETRIE VARIABLE, ISABELLE BOUCOBZA & DAVID ROBITAILLE298

I. LES TECHNIQUES JURIDICTIONNELLES DE PROTECTION DES DROITS SOCIAUX.....	299
A. LES TECHNIQUES RECENSEES	299
1) La mise en place de « seuils » de protection : des jurisprudences ambiguës .	299
a. Les équivoques sur l'existence d'une « obligation de non rétrogression ».....	299
b. La définition d'un premier niveau de l'obligation de protection : le contenu minimum essentiel d'un droit	300
2) Le recours à d'autres droits ou l'interprétation « perméable » des droits à la vie, à la sécurité ou à l'égalité	303
3) Les « jugements de raisonabilité »: des contrôles de « l'excès de pouvoir législatif » ?.....	306
a. Dans la jurisprudence de la Cour constitutionnelle italienne.....	306

b. Dans la jurisprudence de la Cour constitutionnelle sud-africaine.....	308
B. DES TECHNIQUES DE CONTROLE A INTENSITE VARIABLE	309
1) Contrôle restreint : l'indice d'une intervention législative dans un domaine de « non droits-sociaux » ?	309
2) Contrôle normal et/ou maximum : les techniques palliatives de la carence législative	310
II. LES MOTIFS FORMULES AU SOUTIEN DES TECHNIQUES DE PROTECTION ..	311
A. UNE PRETENDUE PREDETERMINATION DES DROITS SOCIAUX.....	312
1) « Droits subjectifs et inviolables » : des qualifications favorables à la protection.....	312
2) Des qualifications moins favorables	312
a. Des droits conditionnés par les ressources financières.....	312
b. Des objectifs à valeur constitutionnelle	313
c. Des droits qui ne peuvent se réaliser que progressivement	314
B. DES QUESTIONS SOCIOECONOMIQUES QUI NE RELEVERAIENT PAS DE LA COMPETENCE DES TRIBUNAUX.....	314
C. LA « RAISONNABILITE » DES CHOIX LEGISLATIFS : UN MOTIF CERTAINEMENT OBSCUR, ET DONC REELLEMENT EFFICACE ?	316
1) « Raisonabilité » /« rationalité » : une distinction doctrinale et jurisprudentielle pour masquer le pouvoir des juges.....	316
2) La « raisonabilité » du choix législatif : les « bons » arguments selon le juge constitutionnel	317
a. La raisonabilité « en soi » du respect de l'équilibre budgétaire.....	317
b. Raisonabilité/dignité et Raisonabilité/égalité	318

SECTION 2 - LES DROITS CIVILS AU RENFORT DES DROITS SOCIAUX : L'INTERCHANGEABILITE DES DROITS FONDAMENTAUX DANS LE DISCOURS JUDICIAIRE, DIANE ROMAN320

I. LES STRATEGIES JUDICIAIRES D'INTERCHANGEABILITE DES DROITS	321
A. DES STRATEGIES DIVERSES : ENRICHISSEMENT ET RENFORCEMENT NORMATIFS	321
1) La stratégie d'enrichissement.....	321
2) Stratégie de « renforcement normatif »	325
B. DES STRATEGIES JUDICIAIRES DIVERSEMMENT JUSTIFIEES.....	327
1) Le registre juridique	327
2) Le registre humaniste	328
3) Le registre politique	329
II. L'EFFECTIVITE DES STRATEGIES JUDICIAIRES D'INTER-CHANGEABILITE DES DROITS.....	330
A. CONTRAINDRE A LA MISE EN ŒUVRE DE POLITIQUES SOCIALES	330
1) Conditions : une menace directe pour la vie et la dignité de la personne	331
2) Conséquence : une obligation d'agir <i>a minima</i>	332
B. CONTROLER LA MISE EN ŒUVRE DE POLITIQUES SOCIALES	334

1) Un contrôle de type procédural : le contrôle de la juste distribution et du respect du principe de non discrimination	335
2) Un contrôle substantiel : le respect effectif des droits garantis	336
3) Un contrôle « rationnel » : l'encadrement des critères d'appréciation et de choix des pouvoirs publics	337

CHAPITRE 2 - DROIT FRANÇAIS338

SECTION 1 - L'EFFECTIVITE DES DROITS SOCIAUX DANS LE CADRE DES PROCEDURES D'URGENCE, OLIVIER LE BOT339

I. UNE EFFECTIVITE LIEE A L'EXISTENCE DE POUVOIRS D'URGENCE341

A. UNE SAISINE LARGE ET IMMEDIATE 341

B. UNE INSTRUCTION ACCELEREE 342

C. DES MESURES EFFICACES 343

II. UNE EFFECTIVITE LIEE A L'EXERCICE DES POUVOIRS D'URGENCE344

A. DES POUVOIRS MIS EN ŒUVRE POUR LES DROITS DES TRAVAILLEURS 344

1) Liberté syndicale..... 344

2) Droit de grève..... 347

3) Liberté du travail..... 347

B. DES POUVOIRS MIS EN ŒUVRE POUR LES DROITS A PRESTATIONS ET A SERVICES 348

1) Les droits à l'attribution de biens 348

2) Les droits de bénéficier d'un service 349

SECTION 2. - LA PROTECTION JURIDICTIONNELLE DES DROITS SOCIAUX COMPAREE A CELLE DES DROITS CIVILS : EXISTE-T-IL UNE REELLE DIFFERENCE DE MISE EN ŒUVRE DES DROITS ?353

1) PROTECTION COMPAREE DU DROIT AU SEJOUR POUR MENER UNE VIE PRIVEE ET FAMILIALE NORMALE ET POUR RAISON MEDICALE : UNE APPROCHE SPECIFIQUE DU JUGE DANS LA PROTECTION DES DROITS ECONOMIQUES ET SOCIAUX ? JOHANN MORRI353

I. LE ROLE DU JUGE DANS LA CONSECRATION DE CES DROITS356

A. LE DROIT AU SEJOUR DES ETRANGERS MALADES : UN DROIT PREFIGURE PAR LE JUGE, CONSACRE ET ETENDU PAR LE LEGISLATEUR 356

B. LE DROIT DE MENER UNE VIE PRIVEE ET FAMILIALE NORMALE : UNE CREATION REVENDIQUEE PAR LE JUGE 358

II. LE ROLE DU JUGE DANS LA MISE EN ŒUVRE DE CES DROITS360

A. ARTICLE 8 *VERSUS* REGROUPEMENT FAMILIAL OU COMMENT LE JUGE S'EFFORCE D'APPLIQUER LES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX SANS PRIVER LE GOUVERNEMENT ET LE LEGISLATEUR DE LEURS PREROGATIVES 361

B. DROIT A LA SANTE ET PRISE EN COMPTE DES RESSOURCES DANS L'ACCES AUX SOINS : QUAND LE JUGE TIRE, TARDIVEMENT MAIS COMPLETEMENT, TOUTES LES CONSEQUENCES DES PRINCIPES POSES PAR LE LEGISLATEUR	365
--	-----

2) COMPARAISON DU CONTENTIEUX DES DROITS DE RETRAIT ET AU RESPECT DE LA VIE PERSONNELLE EN DROIT DU TRAVAIL, THOMAS BOMPARD	371
--	------------

I. UNE VOLONTE CONVERGENTE DE PROTECTION DU SALARIE.....	373
---	------------

A. L'EFFORT DE PRESERVATION DE LA VIE PERSONNELLE DU SALARIE.....	373
---	-----

B. LA PROTECTION ETENDUE DU DROIT DE RETRAIT	375
--	-----

1) La préservation de la dimension subjective du droit de retrait	375
---	-----

2) La neutralisation du caractère imminent du danger allégué	377
--	-----

3) La nullité du licenciement du salarié ayant exercé son droit de retrait.....	377
---	-----

II. UN CONTROLE DISSYMETRIQUE DES REACTIONS DE L'EMPLOYEUR.....	378
--	------------

A. UN CONTROLE VARIABLE DES OBLIGATIONS DE NE PAS FAIRE DE L'EMPLOYEUR	379
--	-----

1) Les limites opposables au droit au respect de la vie personnelle par l'employeur	379
---	-----

2) L'impossible restriction du droit de retrait par l'employeur	381
---	-----

B. UN CONTROLE VARIABLE DES OBLIGATIONS D'AGIR DE L'EMPLOYEUR	383
---	-----

1) La rareté des obligations positives liées à l'invocation du droit au respect de la vie personnelle	383
---	-----

2) La fréquence des obligations positives liées à l'invocation du droit de retrait	384
--	-----

TITRE 2 - LES DEBITEURS DES DROITS SOCIAUX	388
---	------------

CHAPITRE 1 - LE DROIT AU SERVICE PUBLIC, REFLET DES OBLIGATIONS PESANT SUR LES PERSONNES PUBLIQUES, VIRGINIE DONIER	393
--	------------

I. L'ETENDUE DES DEVOIRS PESANT SUR LES PERSONNES PUBLIQUES QUANT A LA CREATION DES SERVICES PUBLICS	395
---	------------

A. LES JUSTIFICATIONS APPORTEES A L'EXISTENCE DES SERVICES PUBLICS : L'AFFIRMATION D'UN DEVOIR SOCIAL.....	395
--	-----

B. L'INTENSITE DE LA CONTRAINTE JURIDIQUE : UNE OPPOSABILITE VARIABLE ..	398
--	-----

II. L'ETENDUE DES DEVOIRS PESANT SUR LES PERSONNES PUBLIQUES QUANT A L'ACCES AUX SERVICES PUBLICS EXISTANTS	402
--	------------

A. LA JUSTICIABILITE DU DROIT D'ACCES GARANTIE PAR LES LOIS DU SERVICE PUBLIC.....	402
--	-----

B. UN DROIT D'ACCES DONT L'EFFECTIVITE DEMEURE PERFECTIBLE	405
--	-----

CHAPITRE 2 - LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ENTREPRISES. A MI-CHEMIN ENTRE LA <i>SOFT LAW</i> ET LE <i>JUS COGENS</i> : LA	470
--	------------

QUESTION DE L'EFFECTIVITE DE LA PROTECTION DES DROITS SOCIAUX PAR LES ENTREPRISES MULTINATIONALES, CLAIRE MARZO.....	409
I. UNE OPPOSABILITE DIRECTE DE DROIT MOU	411
A. DES ENGAGEMENTS VOLONTAIRES.....	412
1) Des instruments variés : Des codes de conduite aux accords cadres internationaux	412
2) La protection des droits sociaux.....	413
B. UNE MISE EN ŒUVRE DE DROIT MOU RELATIVEMENT EFFICACE	414
1) Des procédures de mise en œuvre.....	414
2) Des mécanismes de règlement des différends.....	415
II. UNE OPPOSABILITE INDIRECTE DE DROIT DUR	417
A. LE ROLE DE L'ÉTAT: DES STRATEGIES D'APPLICATION OU DE DETOURNEMENT DES NORMES EXISTANTES	418
1) Responsabilité pénale.....	418
2) Responsabilité civile	419
3) Responsabilité contractuelle	420
B. LE ROLE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	421
1) Vers la construction d'un cadre : Des textes d'encadrement des pratiques de la RSE.....	421
2) Vers une participation juridictionnelle ou quasi-juridictionnelle des organisations internationales	423
CHAPITRE 3 - LA JUSTICIABILITE DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE ENTRE PARENTS ET ALLIES : QUELS ENSEIGNEMENTS POUR LA JUSTICIABILITE DES DROITS SOCIAUX ?, MARC PICHARD.....	426
I. LE RECOURS AU JUGE FAVORISE	428
A. UNE ACCESSIBILITE RENFORCEE.....	428
B. UN GARANT EXCEPTIONNEL	430
II. LE RECOUVREMENT DE LA CREANCE FACILITE	433
A. LA RIGUEUR A L'EGARD DU DEBITEUR	433
B. LA MOBILISATION DE L'ADMINISTRATION.....	437
CHAPITRE 4 – LES DIFFICULTES DE LA DETERMINATION DU DEBITEUR: L'EXEMPLE DU DOMICILE DE SECOURS EN MATIERE D'AIDE SOCIALE, CLAIRE MAGORD	440
I. L'ENJEU : L'IMPUTATION AU BUDGET D'UNE COLLECTIVITE PUBLIQUE DES FRAIS LIES A LA PRISE EN CHARGE D'UNE PRESTATION D'AIDE SOCIALE.....	442
A. LE DEPARTEMENT, « CHEF DE FILE » DE L'AIDE SOCIALE, ET PREMIER DEBITEUR DES PRESTATIONS D'AIDE SOCIALE	443
B. LA COMPETENCE RESIDUELLE DE L'ÉTAT POUR LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS LIES A L'OCTROI DE PRESTATIONS D'AIDE SOCIALE LEGALE.	444

II. L'INSUFFISANCE DE LA CONTRAINTE POSEE PAR LE CADRE NORMATIF DU DOMICILE DE SECOURS	446
A. DE <i>SINGULIERES</i> A <i>ILLEGALES</i> : LES TENTATIVES DES DEBITEURS POTENTIELS D'ECHAPPER A LEUR OBLIGATION DE PRISE EN CHARGE.....	447
B. LES CONSEQUENCES EN TERMES D'EFFECTIVITE DU DROIT A UNE PRESTATION D'AIDE SOCIALE	449
 CONCLUSION - LA JUSTICIABILITE DES DROITS SOCIAUX : UNE QUESTION THEORIQUE ET POLITIQUE, ERIC MILLARD	452
 I. MUTATIONS DE L'APPROCHE SUR LES DROITS SOCIAUX	453
A. APPROCHE ONTOLOGIQUE	453
B. APPROCHE CONCEPTUELLE	455
C. MUTATION DU DISCOURS SUR LES DROITS SOCIAUX	456
II. L'ARME DU DROIT	457
A. UNE RESSOURCE RHETORIQUE.....	457
B. UNE RESSOURCE PRATIQUE.....	459